



NOTE D'ANALYSE  
COMMISSION ODD

# LES EXTERNALITES DE LA FRANCE SUR LES ODD : CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Janvier 2023

## Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 184 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

*Coordination SUD, Rassembler et Agir pour la Solidarité Internationale*

*« Déchiffrer le monde réel en le dépouillant des visions et des valeurs dont la langue, toute langue, est porteuse, c'est en déranger l'ordre institué, en bouleverser les hiérarchies. »*

C'est aussi pourquoi Coordination SUD utilise l'écriture inclusive, à tout le moins non exclusive, pour l'ensemble de ses publications, tirée des orientations et principes suggérés par le Haut Conseil à l'égalité entre femmes et les hommes (HCE) français.

Quelques petits changements d'habitude en plus de procédés de rédaction très simples et très concrets permettent de donner à écrire, lire, voir et comprendre le monde et les sociétés dans leur pluralité. Ainsi, cette publication repose sur :

- Des formulations neutres (ex. présidence plutôt que président)
- Des noms et adjectifs épicènes, (ex. responsable plutôt que chef)
- Le dédoublement des mots (ex. citoyennes et citoyens) en respectant l'ordre alphabétique pour leur citation,
- L'accord de proximité avec le dernier nom, qu'il soit féminin ou masculin, singulier ou pluriel,
- Un recours, si besoin est au point médian

Les visuels utilisés par Coordination SUD complètent cette expression inclusive évitant les stéréotypes de genre et bousculant nos réalités, et surtout leurs compréhensions.

\*Annie Ernaux, Prix Nobel de littérature 2022, Discours, Stockholm, 7 décembre 2022

## 1. LE SPILLOVER INDEX, QU'EST-CE QUE C'EST ?

### LES SPILLOVERS, OU EXTERNALITÉS, ET L'AGENDA 2030

Les *spillover effects*, que l'on peut traduire par "retombées" ou "externalités", se produisent lorsque les actions d'un pays génèrent des avantages ou imposent des coûts à un autre pays qui ne sont pas reflétés dans les prix du marché et ne sont donc pas "internalisés" par les actions des consommateurs et des producteurs. En une phrase, les *spillovers* peuvent être définis comme l'impact d'un pays sur la capacité d'un ou de plusieurs autres pays à atteindre les ODD. La méthodologie de calcul des *spillovers* a été développée par le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN), notamment dans le cadre de son rapport, le *Sustainable Development Report 2022*<sup>1</sup>.

Les pays ne peuvent pas atteindre les ODD si les externalités négatives des autres pays contrecarrent leurs efforts.

L'Agenda 2030 et les ODD reconnaissent l'importance des *spillovers* de plusieurs manières, dont :

- ➔ L'ODD 17 appelle à la "cohérence des politiques" pour le développement durable
- ➔ L'ODD 12 souligne la nécessité d'une production et d'une consommation plus durables
- ➔ L'ODD 8 exige l'éradication de l'esclavage moderne et du travail des enfants.

Il convient cependant de souligner que, les ODD appelant quasiment tous à la coopération internationale, ils sont donc liés aux *spillovers*, et les efforts pour faire le suivi des ODD doivent prendre les externalités internationales systématiquement en compte.

### QUATRE CATÉGORIES DE *INTERNATIONAL SPILLOVERS*

Les *spillover effects* dans le contexte des ODD peuvent être regroupés en quatre catégories.

#### Les retombées environnementales et sociales incorporées dans le commerce

Ces retombées couvrent :

- ➔ Les effets internationaux liés à la pollution, à l'utilisation des ressources naturelles et aux impacts sociaux générés pour la production de biens et de services qui satisferont la consommation de pays étrangers.
- ➔ Les exportations de pesticides toxiques (parfois interdits dans le pays de production), le commerce des déchets et le commerce illégal d'espèces sauvages.

Elles sont particulièrement liées à l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), aux ODD 12-15 (liés à la consommation responsable, au climat et à la biodiversité) et à l'ODD 17 (partenariats pour les objectifs), et ont une incidence indirecte sur tous les autres ODD.

#### Les flux transfrontaliers directs dans l'air et dans l'eau

Il s'agit des effets générés par les flux physiques - d'air et d'eau - d'un pays à l'autre.

Ils sont particulièrement liés à l'ODD 6 (Eau propre et assainissement) et aux ODD 12-15 sur le climat et la biodiversité, mais concernent également de nombreux autres objectifs, notamment l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être).

---

<sup>1</sup> *Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2022), [Sustainable Development Report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond](#), Juin.*

## Les retombées liées aux flux économiques et financiers

Il s'agit notamment :

- De la concurrence fiscale déloyale, de la corruption, du secret bancaire, du transfert de bénéfices, des paradis fiscaux et des actifs volés - qui compromettent la capacité d'autres pays à mobiliser des ressources pour atteindre les ODD.
- Des retombées positives (ou empreintes) telles que le financement international du développement (par exemple, l'APD).

Ces retombées sont étroitement liées à l'ODD 16 (Paix, sécurité et institutions fortes) et à l'ODD 17 (Partenariats pour les objectifs), et indirectement à tous les autres ODD, notamment par le biais de l'APD.

## Les retombées en matière de maintien de la paix et de la sécurité

Il s'agit :

- De la criminalité internationale organisée ou les exportations d'armes, qui peuvent avoir des effets déstabilisants sur les pays pauvres.
- Des investissements dans la prévention des conflits et le maintien de la paix.

Ces retombées sont particulièrement liées à l'ODD 16 (Paix, sécurité et institutions fortes) et à l'ODD 17 (Partenariats pour les objectifs), mais aussi indirectement à la plupart des ODD – notamment ceux concernant la pauvreté, la faim et la santé, et autres objectifs socio-économiques.

### Attention, les *spillovers* ne sont pas nécessairement négatifs

Comme vu précédemment, les *spillovers* peuvent être négatifs mais également positifs. Les contributions financières que font les pays du Nord pour aider les pays du Sud à faire la transition vers des économies plus durable est un exemple d'externalité positive. L'aide publique au développement et les contributions aux 100 milliards de dollars par an que les pays riches se sont engagés à contribuer aux pays en développement pour l'action climatique sont en sont deux exemples. Le SDSN, lui-même, identifie des priorités d'investissement qui permettent de mieux atteindre les ODD, des domaines ou des ODD qui permettent des "transformations sociétales" comme l'investissement dans les services publics, l'économie circulaire, l'alimentation durable, etc., mais aussi les financements pour les ODD, en particulier à travers l'augmentation de l'aide publique au développement.

## 2. MÉTHODOLOGIE

### LES DONNÉES

Les données incluses dans le *Sustainable Development Report 2022* du SDSN proviennent d'un côté des données administratives (collectées et gérées par l'Etat) et de l'autre côté des données non traditionnelles (par exemples des associations ou des chercheurs).

- La plupart des données (environ deux tiers) proviennent d'organisations internationales (dont la FAO, l'OIT, l'OCDE, l'Unicef, l'OMS et la Banque mondiale), qui disposent de processus de validation et d'harmonisation des données étendus et rigoureux.
- D'autres sources de données (environ un tiers) proviennent de statistiques moins traditionnelles, notamment d'enquêtes auprès des ménages (Gallup World Poll), d'organisations et de réseaux de la société civile (tels qu'Oxfam, Reporters sans Frontières, le *Tax Justice Network* et le *World Justice Project*) et de revues scientifiques *peer-reviewed* (par exemple, pour suivre les retombées internationales).
- La liste complète des indicateurs et des sources de données est disponible en ligne.

Afin de minimiser les biais dus aux données manquantes, l'indice ODD (*SDG Index*) ne comprend que les pays qui disposent de données pour au moins 80 % des indicateurs inclus dans le rapport.

Concernant la pondération pour les scores, le SDSN donne un même poids à chaque ODD afin de refléter l'engagement des décideurs politiques à traiter tous les ODD. Pour rendre les données comparables entre les indicateurs, chaque variable a été redimensionnée de 0 (pire performance) à 100 (meilleure performance).

### **AUDIT DU EUROPEAN JOINT RESEARCH CENTER**

La méthodologie du SDSN a fait l'objet d'une "peer review" par *Cambridge University Press* et *Nature Geoscience*, et d'un [audit](#) statistique par le *Joint Research Center* (JRC) de la Commission européenne en 2019.

L'audit statistique du JRC de 2019 s'est concentré sur deux questions principales : la cohérence statistique de la structure des indicateurs et l'impact des principales hypothèses de modélisation sur le classement du *SDG Index*.

Les analyses d'incertitude et de sensibilité réalisées ont confirmé que le *SDG Index* permettait de tirer des conclusions significatives. Néanmoins, les conclusions qui peuvent être tirées de le *SDG Index* ne peuvent être considérées comme "significatives" du fait de différences de deux ou trois places entre les pays, alors que des différences de 10 places reflètent plus sûrement une différence significative.

## **3. OBSERVATIONS**

### **POUR LES PAYS "RICHES", DES EXTERNALITÉS NÉGATIVES PLUS IMPORTANTES**

Les pays riches ont tendance à générer les plus grandes retombées négatives. Si les États membres de l'Union européenne et de nombreux pays de l'OCDE sont en tête du *SDG Index* et du Rapport sur le bonheur dans le monde<sup>2</sup>, ils font partie des pays les moins performants en ce qui concerne les *spillovers*.

Les pays européens sont en tête du *SDG Index* en raison de leurs meilleures performances en matière d'ODD socio-économiques, mais génèrent d'importantes retombées (*spillovers*) sur le reste du monde par le biais de chaînes d'approvisionnement ou de création de valeurs non durables. Quelques éléments permettent d'illustrer cela :

- ➔ Seuls quatre membres de l'UE ont atteint l'objectif de consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement.
- ➔ 40 % des gaz à effet de serre (GES) causés par l'UE sont émis à l'étranger.
- ➔ La consommation de l'UE est potentiellement liée au travail forcé de 1,2 million de personnes et à plus de 4 000 accidents du travail mortels chaque année.
- ➔ La demande croissante de matières premières dans l'UE, notamment pour les énergies renouvelables et d'autres technologies, alimente les émissions de gaz à effet de serre et le travail forcé au niveau international.
- ➔ Le transfert de déchets vers des pays et des régions qui ne peuvent pas les gérer a de profondes répercussions sur l'écologie et la santé.

### **LE SCORE DE LA FRANCE**

La France s'illustre par une faible prise en compte de l'Agenda 2030 dans sa politique extérieure. À cet égard, l'impact de la France sur la capacité des pays avec lesquels elle interagit à atteindre les ODD est extrêmement révélateur. Le score de la France pour l'*International Spillover Index* (57,8<sup>3</sup>) est en effet très

---

<sup>2</sup> Helliwell, J. F., Layard, R., Sachs, J. D., De Neve, J.-E., Akinin, L. B., & Wang, S. (Eds.). (2022). [World Happiness Report 2022](#). New York: Sustainable Development Solutions Network.

<sup>3</sup> *Sustainable Development Solutions Network*, Bertelsmann Stiftung (2022), [Sustainable Development Report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond](#), Juin.

bas<sup>4</sup>, largement en-dessous de la moyenne des autres pays membres de l'OCDE en 2022 (70,7). De ce fait, la France se situe à la 154<sup>e</sup> place sur 165 pays comptabilisés dans le classement du Spillover Index.

Au classement relatif au *spillover index* contenu dans le *Europe Sustainable Development Report* (ESDR) 2022, version européenne du rapport mondial sur le développement durable du SDSN, la France se situe à la 22<sup>e</sup> place sur 31, derrière l'Allemagne et l'Autriche et devant la Lituanie et Chypre.

Les indicateurs inclus dans le *spillover index* ayant l'impact négatif le plus fort sur le SDG Index de la France sont :

- ➔ Les exportations de pesticides bannis au sein de l'UE
- ➔ Les menaces sur la biodiversité terrestre et d'eau douce incorporées dans les importations
- ➔ Les émissions de CO<sub>2</sub> incorporées dans les importations
- ➔ Les exportations de déchets plastiques
- ➔ Les exportations d'armes conventionnelles majeures

Indicateurs <i>Spillover Index</i>	Performance de la France
ODD 2.8 : Exportations de pesticides dangereux (tonnes par million d'habitants)	5.6
ODD 6.5 : Consommation d'eau rare incorporée dans les importations (m <sup>3</sup> H <sub>2</sub> O eq/hab.)	2875.2
ODD 8.5 : Accidents du travail mortels incorporées dans les importations (pour 100 000 habitants)	1.7
ODD 12.3 : Émissions de CO <sub>2</sub> incorporées dans les importations (kg/hab.)	6.1
ODD 12.5 : Émissions d'azote incorporées dans les importations (kg/habitant)	12.8
ODD 12.6 : Exportations de déchets plastiques (kg/habitant)	6.2
ODD 13.2 : Émissions de CO <sub>2</sub> incorporées dans les importations (tCO <sub>2</sub> /capita).	2.5
ODD 14.6 : Menaces sur la biodiversité marine incorporées dans les importations (par million d'habitants).	0.4
ODD 15.5 : Menaces sur la biodiversité terrestre et d'eau douce incorporées dans les importations (par million d'habitants).	7.1
ODD 16.8 : Exportations d'armes conventionnelles majeures	3.5
ODD 17.2 : Pour les pays à revenu élevé et tous les pays du CAD de l'OCDE : Financements publics internationaux concessionnels, y compris l'aide publique au développement (% du RNB)	0.5
ODD 17.4: Score des paradis fiscaux pour les entreprises (meilleur 0-100 pire)	55.7
ODD 17.5: Score d'opacité financière (meilleur 0-100 pire)	49.9
ODD 17.5: Bénéfices transférés des multinationales (milliards de dollars US)	46.7

Légende des couleurs :

✓ Des défis majeurs persistent
✓ Des défis significatifs persistent
✓ Des défis persistent
✓ L'ODD est atteint

<sup>4</sup> Le *Spillover Index* mesure les impacts transfrontaliers générés par un pays sur les autres, qui peuvent à leur tour compromettre les capacités de ces derniers à atteindre les ODD. Les scores doivent être interprétés de la même manière que le score du *SDG Index* : de 0 (mauvaise performance, c'est-à-dire des retombées négatives importantes) à 100 (bonne performance, c'est-à-dire aucune retombée négative importante). Pour permettre les comparaisons internationales, la plupart des indicateurs de retombées sont exprimés en termes par habitant. Cet index prend en compte trois dimensions : les impacts sociaux et environnementaux intégrés dans le commerce, l'économie et les finances, ainsi que la sécurité.



## 10 RECOMMANDATIONS POUR UNE MEILLEURE COHÉRENCE DES POLITIQUES PUBLIQUES FRANÇAISES POUR LES ODD

- Créer un ministère dédié à la coordination et à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 ou un organe dédié aux ODD, rattaché directement à Matignon ou à l'Élysée, disposant de moyens suffisants et d'un poids politique lui permettant de peser dans les arbitrages interministériels.
- S'assurer qu'en termes de redevabilité, les bilans de la France relatifs à sa feuille de route et à l'Agenda 2030 de manière générale intègrent le volet international notamment en ajoutant aux indicateurs développés par l'INSEE et les Services Statistiques Ministériels :
  - Les indicateurs issus du *spillover index* développé par le Réseau des Solutions pour le Développement Durable (SDSN)
  - Les indicateurs issus de la méthodologie développée par l'UNEP et l'OCDE concernant la cible 17.14. (renforcer la cohérence des politiques pour le développement durable)
- Opérationnaliser la LOP-DSLIM<sup>1</sup> et prévenir les incohérences en systématisant les analyses d'impact transversales ex-ante tenant compte des implications économiques, sociales et environnementales des initiatives gouvernementales, en particulier lorsque les initiatives françaises peuvent avoir un impact sur les pays tiers.
- Systématiser l'évaluation des politiques publiques, en particulier celles portées par le MEAE, à l'aune des ODD et de leur transversalité.
- Rendre régulières les auditions des ministres sur la contribution de leurs politiques à l'Agenda 2030 de manière universelle, inclusive et transversale
- Mettre en place un mécanisme de contrôle parlementaire sur la cohérence des actions législatives de la France à l'aune des ODD et de l'impératif de cohérence des politiques publiques pour le développement durable.
- Transversaliser le traitement des enjeux liés aux objectifs du développement durable au Parlement en élargissant les compétences des commissions développement durable existantes.
- Systématiser la participation et la consultation des organisations de la société civile, par exemple à travers la création d'un espace dédié ou le maintien du GT Agenda 2030 au sein du CNDSI.
- Tenir de façon annuelle un suivi exhaustif de la mise en œuvre des objectifs du développement durable grâce à l'élaboration d'un compte-rendu public présentant les progrès de la France, les politiques mises en œuvre et leur impact sur l'Agenda 2030 ainsi que les ministères et acteurs locaux concernés
- Effectuer une revue nationale volontaire tous les deux ans dans la lignée de l'année 2023 en :
  - Valorisant la contribution de la société civile, en France et à l'international, à l'atteinte des ODD.
  - Incluant la société civile dans l'élaboration des revues nationales volontaires, au moyen de consultations régulières, d'une plus grande transparence dans leur élaboration.

## Pour aller plus loin

Sustainable Development Solutions Network, Bertelsmann Stiftung (2022), *Sustainable Development Report 2022. From Crisis to Sustainable Development: the SDGs as Roadmap to 2030 and Beyond*, Juin.

Sustainable Development Solutions Network, Guido Schmidt-Traub, Holger Hoff, Maren Bernlöhr (2019), *International spillovers and the Sustainable Development Goals (SDGs). Measuring how a country's progress towards the SDGs is affected by actions in other countries*, Juillet.

Lafortune, G., Fuller, G., Bermont Diaz, L., Kloke-Lesch, A., Koundouri, P., Riccaboni, A. (2022). *Achieving the SDGs: Europe's Compass in a Multipolar World. Europe Sustainable Development Report 2022*. SDSN and SDSN Europe. France: Paris

Coordination SUD (2022), *Pour une politique française en faveur des objectifs du développement durable*, Septembre.

## La Commission ODD de Coordination SUD

Priorité stratégique de plaidoyer pour Coordination SUD, la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) par la France est suivie par la commission ODD, espace d'échanges et d'analyse qui vise à :

- Rendre visible et pérenniser la place de la société civile française dans la mesure et le suivi de la prise en compte des ODD dans la politique de développement durable et de solidarité internationale de la France
- Veiller à l'intégration des ODD et à l'impératif de cohérence des politiques publiques qu'ils impliquent dans les stratégies, approches et politiques publiques françaises relatives à la solidarité internationale et au développement durable, qu'elles soient sectorielles ou transversales
- Élaborer les positions de Coordination SUD sur le suivi et la mise en œuvre des ODD, la cohérence des politiques pour le développement et leur prise en compte dans la politique de développement et de solidarité internationale française
- Permettre aux membres et partenaires de Coordination SUD de partager leurs analyses et leurs expertises sur les évolutions en cours en matière de suivi, de prise en compte et de mise en œuvre des ODD afin de proposer des recommandations et de traduire l'universalité des ODD dans les cadres stratégiques et dans les actions.

### Coordination rédactionnelle

Nicolas Paris, Coordination SUD

### Directeur de la publication

Reynald Blion, Coordination SUD

Janvier 2023

Crédit photo couverture : © Greens and Blues, Shutterstock



## Rassembler et agir pour la Solidarité internationale



14, Passage Dubail 75010 Paris  
Tél. : + 33 1 44 72 93 72  
[www.coordinationsud.org](http://www.coordinationsud.org)  
[sud@coordinationsud.org](mailto:sud@coordinationsud.org)